

« See EU later ! »

Premières réactions au Brexit

François Talcy*

» Le résultat du référendum britannique du 23 juin, qui a vu la victoire des partisans d'une sortie de la Grande-Bretagne de l'Union européenne, a été annoncé bien tardivement dans la nuit, si bien que les journaux du 24 ont dû se contenter des derniers sondages – contraires au résultat final.

To leave or not to leave

Die Kommentare deutscher und französischer Medien sowie von Politikern beider Länder direkt nach dem Votum der britischen Wähler zum Brexit am 23. Juni 2016 spiegeln die Unsicherheit der öffentlichen Meinung wider.

Red.



et de gouvernement à Bruxelles. Selon elle, il n'y aura pas d'Europe « à la carte » et pas de pré-négociations, « ni formelles, ni informelles » avant le déclenchement de la procédure de sortie. Les futures relations avec la Grande-Bretagne devraient se poursuivre « dans un esprit de partenariat amical », ajouta-t-elle.

C'est donc d'abord à la radio, à la télévision et sur Internet que la nouvelle a été propagée dans tout le reste de l'Europe – littéralement assommée par une décision du peuple britannique, qu'elle n'avait pas vu venir, même si certaines craintes avaient été ici et là formulées, tant par les états-majors politiques que dans la presse. Sans trop attendre, l'Allemagne invite à Berlin dès le 25 juin les ministres des Affaires étrangères des pays fondateurs de la Communauté européenne (initiative critiquée publiquement par le ministre des Finances, Wolfgang Schäuble, dans le journal dominical *Welt am Sonntag*, par respect envers les autres pays membres de l'Union). Deux jours plus tard, toujours à Berlin, un sommet à trois est organisé avec la France et l'Italie. Angela Merkel, François Hollande et Matteo Renzi annoncent pour septembre 2016 une initiative commune en faveur d'une nouvelle impulsion européenne. Le lendemain, en séance extraordinaire du *Bundestag*, la chancelière appelle les 27 pays de l'Union à la cohésion, avant de se rendre au conseil européen des chefs d'Etat

mandes du monde politique et de la presse traduisent des divergences au sein de la coalition gouvernementale, Angela Merkel misant surtout sur la cohésion des 27, alors que le partenaire social-démocrate, présentant un plan en dix points rédigé par Sigmar Gabriel, président du SPD et ministre de l'Economie, et Martin Schulz, président du parlement européen, souhaite davantage d'Europe. La chancelière (CDU) et son ministre des Affaires étrangères (SPD), sont néanmoins d'accord pour ne pas ouvrir tout de suite de grand débat sur les traités. La presse allemande relève que le sommet franco-germano-italien indique le rôle futur de ces trois pays dans la relance de l'Europe. Pour la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* (FAZ), « il n'est pas exclu que le divorce soit extrêmement conflictuel et que le partenariat étroit envisagé pour l'après-séparation ne se réalise pas ». La fermeté du Conseil européen, note pour sa part la *Süddeutsche Zeitung* (SZ), indique que « l'Europe a digéré le choc, après avoir réalisé que Londres ne pouvait plus brandir aucune menace – si ce n'est celle de ne plus quitter

* François Talcy est journaliste indépendant.

l'Union ». L'ancien chancelier Helmut Kohl demande pour sa part dans le quotidien à grand tirage *Bild* que l'Union européenne ne ferme pas précipitamment la porte : « *L'Europe a besoin de faire une pause* », déclare-t-il en réponse à un eurosceptisme croissant. A part cela, les journaux consacrent



leurs commentaires aux retombées éventuelles du référendum. La SZ constate un « *Brexodus* » des banques et institutions financières, la FAZ spéculé sur la fusion entre les bourses de Francfort et de Londres, dont le siège devait être dans la capitale britannique.

En France, Valéry Giscard d'Estaing, père du texte constitutionnel sur l'Europe, ne cache pas sa déception dans le magazine *Le Point*, mais demande que l'on prenne son temps, tout « *en s'éloignant de tout sentiment de représailles* ». Nicolas Sarkozy plaide pour la rédaction d'un nouveau traité (qui pourrait être soumis à référendum) et l'extrême-droite voit dans le résultat britannique un début de victoire pour l'ensemble des eurosceptiques (et europhobes) du Vieux Continent. Commentaire sibyllin du chef de la diplomatie allemande, Frank-Walter Steinmeier : « *Il ne faut tomber ni dans l'hystérie ni dans un état de choc* ».

Un humour presque britannique

Malgré le sérieux de la crise et les nombreuses interrogations suscitées par le Brexit, la presse fait preuve d'un humour presque britannique, comme si GB n'était plus seulement le sigle de *Great Britain*, mais de *Good Bye*. Quelques jours avant la consultation, l'hebdomadaire *Der Spiegel* par exemple a lancé un vibrant appel aux électeurs – en anglais (« *Please don't go!* ») – pour leur demander sur fond d'*Union Jack*, de ne pas voter pour le

Brexit, et expliqué (toujours en anglais et en couverture) pourquoi « *L'Allemagne a besoin des Britanniques* » (« *Why Germany needs the British* »). En France, le magazine *Marianne*, parodiant Astérix dans son village isolé de Bretagne, sort juste avant le référendum un numéro spécial affirmant : « *Ils sont fous ces Anglais* ». Même la très sérieuse FAZ n'hésite pas à faire une comparaison avec l'Euro de football en France : « *Depuis que l'Allemagne a été championne d'Europe en 1996, l'Union est passée de 15 à 28 Etats et l'Euro de 16 à 24 participants* ». Jusqu'au 22 juin, les équipes de football sont passées de 24 à 16, et l'Europe, le lendemain, de 28 à 27 – bien avant que l'Angleterre ne soit sortie de la compétition en huitième de finale par le Pays de Galles.

La différence avec le football est que d'autres rencontres auront lieu (*Mondial* en 2018), alors que dans l'Union, c'est sans appel (du moins théoriquement) – ce qui a fait dire à certains (persuadés que Londres voudra peut-être quand même être rattaché d'une façon ou d'une autre à l'Europe) que « *jusqu'ici, les Anglais avaient un pied dedans et un pied dehors et que désormais ils préféreraient avoir un pied dehors et un pied dedans* ». Réponse de Paris et Berlin : « *Dehors, c'est dehors* ».

Les journaux reviennent sur ce fameux article 50, paragraphe 1, du Traité sur l'Union européenne qui définit les modalités de sortie d'un pays. Un article peu cité en fait avant le référendum, mais qui est désormais au centre de toutes les interrogations, car jamais encore un pays n'a demandé à quitter le bateau : « *Tout Etat membre peut décider, conformément à ses règles constitutionnelles, de se retirer de l'Union* ». Et le paragraphe 5 du même article prévoit expressément la possibilité de demander à nouveau son adhésion. Si la Grande-Bretagne devait favoriser un « *see EU later* », ce sera pour beaucoup plus tard.

Un dossier plus complet sur le Brexit et ses conséquences pour l'Europe sera proposé dans le prochain numéro de *Dokumente/Documents*, à la lumière des éventuelles mesures prises à Londres et à Bruxelles d'ici l'automne.